

Convention d'occupation du domaine public Angers Loire Métropole

Procédure de sélection préalable à l'attribution d'une Convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels concernant l'installation et l'exploitation d'une centrale solaire sur une partie de l'emprise de l'Aéroport Angers-Loire

REGLEMENT DE LA CONSULTATION Phase Candidatures

Date limite de réception des candidatures :
Le 2 janvier 2026 12h00 au plus tard

SOMMAIRE :

PREAMBULE - CONTEXTE	3
ARTICLE 1. DENOMINATION ET ADRESSE DU RESPONSABLE DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3. DUREE DE LA CONVENTION D'OCCUPATION	5
ARTICLE 4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
Article 4.1. Organisation de la consultation	5
Article 4.2. Contenu du Dossier de Consultation pour la Phase n°1	6
Article 4.3. Demande de renseignements complémentaires.....	6
Article 4.4. Planning indicatif de la procédure	6
ARTICLE 5. CONTENU ET PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	6
Article 5.1. Contenu et présentation des candidatures	6
Article 5.2. Conditions d'envoi et de remise des candidatures.....	7
ARTICLE 6. ANALYSE DES CANDIDATURES.....	8
ARTICLE 7. COMPLEMENTS APPORTES AU DOSSIER DE CONSULTATION	9
ARTICLE 8. INDEMNITES	9
ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE.....	9

PREAMBULE - CONTEXTE

Angers Loire Métropole est propriétaire de l'aéroport Angers-Loire et a confié en 2019 son exploitation à EDEIS Concessions dans le cadre d'une Délégation de Service Public conclue pour une durée de huit années à compter du 1er janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2026.

L'aéroport accueille des activités d'aviation de loisirs, un trafic d'aviation d'affaires et des vols sanitaires.

Le domaine public aéroportuaire s'étend sur une surface de 190 Ha.



Dans le cadre du développement des projets d'énergies renouvelables sur son territoire et à la suite de la réception d'une manifestation d'intérêt spontanée (MIS) en 2023 pour l'installation d'une centrale solaire au sol sur le délaissé aéroportuaire de l'aéroport d'Angers Loire, Angers Loire Métropole a lancé une première procédure d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) en 2023. Cependant, la présence de zones humides, suspectée puis confirmée sur une surface de 30 Ha par une étude réalisée en 2024, a de fait considérablement modifié le périmètre potentiel du projet et n'a pas permis de poursuivre la procédure d'AMI engagée.

En conséquence, Angers Loire Métropole relance, par la présente, un nouvel AMI afin d'intégrer dans le choix des candidats et des offres cet enjeu naturel présent sur le périmètre du projet.

Aussi, cette nouvelle procédure présente une première phase de sélection préalable en application de l'article L. 2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, dans le respect des principes d'impartialité et de transparence imposés par la loi entre les candidats ayant déjà manifesté leur intérêt pour occuper ladite emprise.

ARTICLE 1. DENOMINATION ET ADRESSE DU RESPONSABLE DE LA CONSULTATION

Propriétaire/gestionnaire : Communauté Urbaine Angers Loire Métropole
Siège : 83, rue du Mail, 49020 ANGERS
Représentée par : Le Président, Christophe BECHU

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'attribution d'une convention d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels (sur le fondement des articles L. 1311-5 et suivants du Code général des collectivités territoriales) ayant pour objet l'installation et l'exploitation d'une centrale solaire au sol, sur une partie de l'emprise de l'Aéroport Angers-Loire.

Les parcelles de l'emprise aéroportuaire concernées sont les suivantes :

Référence cadastrale	Adresse	Superficie
F 0906	LANDE DE MOLAGUE - 49140 JARZE VILLAGES	6.305 m ²
F 0985	LE TAILLIS - 49140 JARZE VILLAGES	144 170 m ²
D 1456	BOIS DE LA CHENAYE – 49140 MARCE	33 m ²
D 1624	BOIS DE LA CHENAYE – 49140 MARCE	25.862 m ²
D 1632	PIECE DU BOIS CLOS - 49140 MARCE	119.761 m ²
D 1737	BOIS DE LA CHENAYE - 49140 MARCE	189.762 m ²
D 1791	HELOUINE - 49140 MARCE	785.265 m ²
D 1860	MONTPLAISIR - 49140 MARCE	596.884 m ²

La délimitation exacte des parcelles disponibles, qui correspond aux abords des pistes et aux terrains non exploités par l'exploitant et les usagers de l'Aéroport d'Angers-Loire, sera précisée dans la convention d'occupation. Angers Loire Métropole souhaite protéger autant que possible les zones humides présentes sur le périmètre de l'aéroport, en application d'une logique ERC (Eviter, Réduire, Compenser).

Cette activité privée sera exercée sous la seule responsabilité de l'occupant mais devra être compatible avec l'affectation du domaine susvisée.

Une redevance sera perçue par Angers Loire Métropole en contrepartie du titre d'occupation. Cette redevance se composera d'une part fixe et d'une part variable proposées par le candidat.

Les coûts d'aménagement de l'infrastructure nécessaires au déploiement du projet seront intégralement supportés par le candidat lauréat. Celui-ci fera son affaire de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation.

La présente procédure ne constitue pas une concession de services ou de travaux, ni un marché, et le projet sera mené sous la seule responsabilité du titulaire du contrat, sans rémunération d'ALM, et ne répond pas à un besoin de cette dernière au sens du Code de la commande publique.

ARTICLE 3. DUREE DE LA CONVENTION D'OCCUPATION

La durée de la convention sera proposée par le candidat dans le respect de l'article L. 1311-5 du CGCT et pour une durée permettant l'amortissement des investissements réalisés, sans pouvoir dépasser 35 ans à compter de son entrée en vigueur. Elle sera décomposée comme suit :

- Phase n°1 pré-opérationnelle durant laquelle le Bénéficiaire pourra occuper les parcelles aux fins de réaliser toutes études réglementaires et/ou techniques sur les parcelles aux fins de déterminer la faisabilité de son projet, à l'exclusion de toute activité d'exploitation économique : **5 ans maximum**.
- Phase n°2 opérationnelle/d'exploitation durant laquelle, une fois la faisabilité de son projet établie, le Bénéficiaire pourra occuper les parcelles et réaliser des travaux aux fins d'installer et d'exploiter une centrale solaire : **30 ans maximum**.

A l'issue de cette période, l'occupant sera tenu de déposer les ouvrages construits sur les surfaces mises à disposition et d'enlever les installations effectuées par lui ainsi que tous les appareils et équipements qui en dépendront, et ce, sans indemnité.

Toutefois, il pourra être dispensé par Angers Loire Métropole de remettre les lieux en l'état primitif en faisant abandon pur et simple à Angers Loire Métropole, sous réserve de son accord et à titre gratuit, des installations ainsi réalisées et de leurs dépendances.

Le candidat doit prendre en considération la durée de l'occupation proposée et les contraintes que cela induit en matière d'investissement et d'études. Le candidat reste seul responsable de l'exploitation de son activité. L'amortissement des investissements doit être réalisé sur cette durée d'exploitation maximale et le demandeur, dûment informé, s'engage à ne pas porter réclamation sur ce point.

Le début d'exécution de la Convention est estimé au second semestre 2026, et sera ajusté en fonction des délais de la présente procédure et de la finalisation des documents contractuels avec le candidat retenu.

ARTICLE 4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Article 4.1. Organisation de la consultation

La présente consultation est décomposée en deux phases :

- Phase n°1 : phase « candidatures » : sélection des candidats admis à présenter une offre (présente phase) ;
- Phase n°2 : phase « offres » avec sélection du lauréat parmi les offres présentées.

Ainsi, à l'issue de la présente Phase n°1, seuls 3 candidats seront sélectionnés et invités à présenter une offre.

Angers Loire Métropole transmettra aux candidats admis à présenter une offre un dossier de consultation pour la Phase n°2 et leur indiquera un délai de remise des offres.

Article 4.2. Contenu du Dossier de Consultation pour la Phase n°1

Le dossier de la consultation pour la Phase n°1 contient les documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation de la Phase n°1 ;
- L'attestation sur l'honneur à compléter et signer par le candidat.

Article 4.3. Demande de renseignements complémentaires

Toute question relative à la consultation devra être adressée au plus tard 5 jours avant la date de remise des candidatures **sur la plateforme marchés-sécurisés**.

Les demandes de renseignements ou de précisions seront rendues anonymes et une réponse groupée sera adressée aux candidats.

Article 4.4. Planning indicatif de la procédure

- Envoi des invitations à remettre une offre : février 2026
- Analyse des offres et négociations des offres admises (phase n°2) : premier trimestre 2026
- Choix du lauréat : second trimestre 2026
- Attribution et entrée en vigueur de la Convention : second semestre 2026

ARTICLE 5. CONTENU ET PRESENTATION DES CANDIDATURES

Article 5.1. Contenu et présentation des candidatures

Il est demandé aux candidats de fournir les pièces de candidature suivantes :

1) Statuts de la ou des structures candidates

2) Extrait K-BIS de moins de trois mois ou numéro RNA / SIRENE ;

3) Références :

- 5 références récentes détaillées d'installations photovoltaïques similaires développées ou exploitées par la structure candidate ou le groupement. Les références présenteront la puissance, la localisation (commune et département), l'état du projet (développement, construction, exploitation), les dates associées, le montant des indemnités d'occupation, les particularités du projet notamment en lien avec les zones humides, les actions non réglementaires en faveur du territoire. Le cas échéant, il pourra être présenté la place accordée aux habitants ou collectivités (% dans la gouvernance, valorisation des apports, montant et part du financement participatif...), et indiquer si le projet bénéficie d'un bonus CRE ou d'une labellisation particulière. Une page par référence.
- Liste de références : Les candidats peuvent compléter les 5 références détaillées par une liste de références photovoltaïques sous forme de tableau présentant le nom du projet, la localisation, la date, l'état du projet, l'enjeu principal du projet, la part collectivités et la part habitants. Le tableau sera ordonné par département.

4) Présentation de la structure candidate ou du groupement (15 pages maximum) :

- Description de l'entreprise ou des membres du groupement. Dans cette partie, le candidat précisera s'il est signataire de la charte pour des projets d'énergies renouvelables à

gouvernance locale en Maine-et-Loire ainsi que son expérience lors d'appel d'offre sCRE ayant obtenu un bonus pour gouvernance partagée

- Organigramme de l'entreprise présentant le lien avec l'équipe en charge du développement
- Moyens humains : CV du chef de projet et des principaux intervenants sur le projet tout en précisant leur localisation professionnelle et l'organisation prévue pour la phase d'exploitation ainsi que la localisation prévue de l'équipe en charge de l'exploitation. Le candidat précisera le nombre de chefs de projets solaires, leur ancienneté ou leur niveau de turn-over. Le candidat présentera également la part des projets dans lesquels il conserve des participations par rapport aux projets développés et autorisés.
- Moyens techniques : précision sur les moyens techniques dont dispose le candidat

5) Assise financière compatible avec la conduite du projet :

- Le candidat présentera dans un tableau pour les 3 dernières années : le chiffre d'affaires de la structure candidate, le résultat, le report à nouveaux, les capitaux propres, les autres fonds propres et les dettes. Pour le chiffre d'affaires, le candidat indiquera le pourcentage lié aux activités photovoltaïques (développement, construction et exploitation (prestation d'exploitation d'une part et revenus des projets en exploitation d'autre part)).
- Comptes certifiés de la structure sur les trois derniers exercices ou à défaut les liasses fiscales, accompagnés d'une déclaration certifiée exacte du montant du chiffre d'affaires réalisé pour les activités de développement, construction et exploitation de centrales solaires au sol ou d'ombrières photovoltaïques ou de panneaux photovoltaïques en toitures. Il conviendra de préciser la part du chiffre d'affaires sur les activités photovoltaïques en général ;

6) Attestations et courriers :

- Certificats sociaux et fiscaux,
- Attestation assurance RC
- Courrier candidature

Les pièces seront accompagnées d'un courrier de candidature daté et signé par le représentant légal du candidat.

Les pièces seront impérativement rédigées en langue française et éléments financiers en euros. Le candidat veillera à respecter le formalisme demandé. Il organisera sa réponse sous forme de sous-dossiers numériques (1_statuts, 2_k-Bis, 3_Références, 4_Présentation_candidat, 5_Capacités financières, 6_Attestations et courriers). Le candidat est informé que le non-respect du formalisme impactera sa notation.

En cas de groupement d'entreprises, chaque devra fournir l'ensemble des documents et renseignements de candidature demandés ci-dessus.

Les candidatures non complètes seront rejetées d'office.

Article 5.2. Conditions d'envoi et de remise des candidatures

La collectivité n'accepte la transmission des offres que par voie électronique via la plateforme marchés sécurisés à l'adresse URL suivante : <https://alm.marches-securises.fr>.

Pour toutes difficultés d'ordre informatique, le numéro de téléphone de la hotline de marches-sécurisées est 04.92.90.93.27. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière candidature reçue dans les délais est ouverte par Angers Loire Métropole.

La date limite de réception des candidatures est indiquée en première page du présent document.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites visées ci-dessus seront irrecevables et ne seront pas examinés.

ARTICLE 6. ANALYSE DES CANDIDATURES

Angers Loire Métropole appréciera la régularité de la situation des candidats au regard des pièces de la candidature susvisées.

En cas de groupement, ces éléments seront fournis pour chaque entité composant le groupement candidat. En cas de société dédiée au projet, ces éléments seront appréciés au niveau des membres ou actionnaires de la société candidate.

En l'absence de ces éléments, après éventuelle demande de régularisation, la candidature sera déclarée irrégulière.

Par ailleurs, seront également considérées comme irrégulières les candidatures dont l'objet social serait incompatible avec le projet présenté (exploitation d'une centrale solaire au sol).

Les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés au regard de leur capacité économique et financière, et de leurs capacités techniques et professionnelles (appréciées au niveau de l'ensemble des membres du groupement candidat le cas échéant), sur la base des critères de sélection des candidatures suivants (total sur 20 points) :

- Adéquation des moyens financiers avec la présente consultation (6 points) ;
- Présentation du candidat : Organisation, moyens techniques et humains (6 points) ;
- Références sur des projets similaires (8 points).

Le nombre de candidats admis à présenter une offre est fixé à **TROIS (3)**.

Les trois candidats (ou groupement de candidats) les mieux classés au regard des critères susvisés seront admis à déposer une offre (phase n°2).

ARTICLE 7. COMPLEMENTS APPORTES AU DOSSIER DE CONSULTATION

Angers Loire Métropole se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 8. INDEMNITES

Aucune indemnité ni aucun droit de remboursement de frais ne sera alloué aux candidats au titre de cette procédure, que la procédure soit menée à son terme ou non, et que la candidature soit régulière ou non.

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE

Les documents de la consultation sont strictement confidentiels.

Les candidats s'engagent à ne diffuser à des tiers aucun document du dossier de consultation ni toute autre information reçue d'Angers Loire Métropole, sans l'autorisation écrite et préalable de cette dernière.
